

Bertrand Delanoë : "Eviter le désordre et l'immobilisme"

Quelles sont les réponses de gauche à la crise financière?

Bertrand Delanoë, maire PS de Paris: Celles des sociaux démocrates, depuis l'origine : l'économie de marché a besoin de régulation et de transparence. Dans l'un de mes livres, publié en 2004 (NDLR: La vie, passionnément, Robert Laffont), je citais le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, stigmatisant les dérives d'un capitalisme sans règles et les dysfonctionnements des institutions mondiales. Avec une social-démocratie plus forte, l'Europe aurait disposé d'instruments plus efficaces, qui ne peuvent être ni le protectionnisme, ni le laisser-faire.

L'Etat français doit-il rester dans le capital des banques qu'il aura renflouées ?

Quand l'Etat intervient, il le fait au nom des Français. Sa priorité absolue doit être de garantir la reconstruction du système financier en prenant le temps nécessaire à la mise en place de nouvelles règles. N'oublions jamais que les responsables de cette crise sont des spéculateurs dont le monde paye aujourd'hui le comportement indécent. Si, une fois ce système profondément réformé, l'Etat revend certaines de ses participations, il faudra donc que le contribuable y trouve son compte, notamment en affectant toute plus-value à la réduction de la dette publique. Je suggère de viser l'efficacité, en conservant parfois ces participations, sans être systématique. Dans un autre domaine, le gouvernement prétend-il toujours livrer le capital de La Poste à la Bourse ou entendra-t-il notre proposition de préserver ce service public en s'appuyant sur une institution d'Etat, la Caisse des dépôts, pour financer son développement ?

Estimez-vous comme Dominique Strauss-Kahn que le pic de la crise financière est passé ?

Je l'espère. Plusieurs responsables du gouvernement français ont nié l'existence de cette crise pourtant annoncée depuis plus d'un an. Voyez le résultat. Une seule certitude : celle-ci aura des conséquences sur l'économie réelle et sur les conditions de vie des Français. Il faut donc élaborer maintenant des réponses opérationnelles à l'impact économique et social de la crise.

Face à des droites européennes pragmatiques, la gauche peine à se distinguer...

Pour qu'une conversion soit crédible, il faut qu'elle repose sur une évaluation honnête des prises de positions initiales. Le président Sarkozy voulait importer en France des crédits hypothécaires à l'anglo-saxonne et l'UMP vantait la retraite par capitalisation qui ruine aujourd'hui les retraités américains : qui s'en souvient ? Qui, à droite, reconnaît de telles erreurs ? Dans ces conditions, le budget 2009 sera un moment de vérité.

Quelles modifications réclamez-vous?

Ce budget, présenté au lendemain du discours de Toulon, est déjà obsolète. Il doit être reconstruit autour des principes suivants : 1. Annulation du paquet fiscal; 2. Taxation des stock-options; 3. Remise à plat du dispositif des niches fiscales. 4. Ses priorités doivent être la croissance, l'emploi et le pouvoir d'achat : cela passe par l'investissement dans l'innovation et la recherche, ainsi que l'ouverture de négociations salariales dans les entreprises, qui conditionneront les exonérations de charges sociales. Le gouvernement doit donc revoir sa copie, au lieu d'amputer les crédits de

secteurs aussi stratégiques que le logement, l'emploi ou les moyens des collectivités locales.

Nicolas Sarkozy a-t-il pour l'instant bien géré la crise ?

Sa réaction a été tardive, ce qui est regrettable dans une telle situation. L'histoire retiendra d'ailleurs que c'est Gordon Brown qui a inspiré une réponse européenne concertée. Je regrette aussi que le Chef de l'Etat ait à ce point négligé la concertation avec les forces démocratiques du pays, tout en appelant à « l'unité nationale ». Consulter les représentants des partis politiques et des organisations syndicales serait la moindre des choses.

Quelles vont être les conséquences concrètes de la crise pour la Ville de Paris ?

Pour 2009, nous avons anticipé sur les effets de la crise en prévoyant une baisse des droits de mutation de 250 millions d'euros, par rapport à 2007. Pour autant, aucun engagement n'est remis en cause, qu'il s'agisse de la solidarité, des 40 000 logements sociaux, du tramway, des projets d'urbanisme, comme les Halles et les ZAC, ou encore de nos projets pour l'innovation. Autre exemple : avec le Crédit municipal, nous avons lancé, comme prévu depuis des mois, un « micro crédit » pour les plus modestes. Enfin, notre effort d'investissement demeure très élevé, 8,3 milliards sur six ans, soit une hausse de 18 % par rapport à la précédente mandature. Quant aux projets privés, il n'y a eu, pour le moment, aucune remise en question annoncée.

Etes-vous prêt à un débat entre les premiers signataires des six motions?

A trois semaines du vote des militants, je vous déconseille de trop personnaliser le débat ou de le théâtraliser. Assumons nos différences dans le respect de chaque socialiste, sur le terrain, et surtout en nous concentrant sur les vraies attentes des Français.

Ne regrettez-vous pas de vous être déclaré «socialiste et libéral»?

Il faut toujours être exigeant avec soi-même quand on évalue l'interprétation de ses propos... Mais sincèrement, dans le livre dont il est question (NDLR «De l'audace! » - Robert Laffont) la critique du libéralisme économique est sévère et argumentée. Quant au libéralisme politique, c'est à dire le combat pour les libertés et l'émancipation de l'individu, c'est un patrimoine que tous les socialistes devraient se réapproprier. Que certains déforment cette analyse pour des raisons électoralistes, me désole plus pour eux que pour moi.

Pour vos concurrents, vous portez l'opprobre du libéralisme et d'une «pseudo-modernité»...

Le temps d'un congrès, il est facile de tenir un discours à «gauche toute». Mais dans les faits, ce sont les authentiques réformistes qui sont le plus à gauche. J'assume toutes les comparaisons de fond avec mes amis socialistes, à travers la gestion de la plus grande collectivité locale française. Qu'il s'agisse de la remunicipalisation de la distribution de l'eau, de l'effort pour le logement social ou encore des alliances. Car je maintiens qu'on ne fait pas une politique de gauche, avec un parti qui n'est pas à gauche. Dans certaines villes, et cela ne concerne aucun signataire de notre motion, des candidats socialistes aux Cantonales, ont du se retirer au bénéfice de candidats Modem : ce n'est pas l'orientation que je propose.

Bluffez-vous en affirmant que votre motion atteindra les 50 % ?

Je n'ai jamais fait de pronostic. Je dis simplement que l'objectif d'un candidat qui présente une orientation politique, un programme de travail et une équipe, est toujours d'atteindre les 50%. Je ne

prétends pas que nous allons le faire. D'ailleurs, le bluff n'est pas ma spécialité. Je souhaite en tout cas au PS qu'une des motions soit assez forte pour structurer le rassemblement des socialistes et éviter le désordre et l'immobilisme. Et je pense que notre motion peut être ce pôle central.

Si votre motion n'arrive pas nettement en tête, maintiendrez-vous votre candidature au poste de premier secrétaire?

Ma candidature n'a jamais été une question de personne, toujours une question politique. Je suis candidat à ce poste, quels qu'en soient les contraintes, pour assumer le rôle d'un animateur concentré sur l'efficacité, le rassemblement, et le renouvellement du PS, au service des Français. Le vote des militants, le 6 novembre prochain, déterminera la suite. Je suis plutôt confiant.